



NOTE D'ACTUALITÉ N°657

LE RAPPORT NIINISTÖ

« Plus sûrs ensemble : renforcer la préparation et l'état de préparation civils et militaires de l'Europe »

Giuseppe Gagliano

*Président du Centro Studi Strategici Carlo De Cristoforis (Côme, Italie).
Membre du Comité des conseillers scientifiques internationaux du CF2R.*

Le récent rapport de Sauli Niinistö, ancien président de la Finlande, commandé par Ursula von der Leyen pour évaluer la préparation de l'Union européenne face aux crises et aux conflits, dessine une vision qui pourrait représenter un tournant politique, stratégique et en matière de renseignement pour l'Union européenne.

Politiquement, la proposition de créer un service de renseignement européen démontre une reconnaissance croissante au sein de l'UE de la nécessité de construire une défense intégrée et autonome, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis des États membres et des alliés étrangers, en particulier les États-Unis. La demande d'une structure de renseignement unifiée répond au besoin de défendre le territoire européen contre des menaces internes et externes de manière plus efficace, améliorant la capacité de réponse collective. Cependant, l'idée d'une agence de renseignement centralisée se heurte aux préoccupations de certains États membres, qui pourraient craindre une perte de souveraineté concernant leurs capacités de renseignement et leur sécurité nationale.

D'un point de vue stratégique, la proposition de Niinistö arrive à un moment crucial, avec le conflit en Ukraine qui continue de menacer la stabilité de tout le continent et les activités russes qui demeurent une menace pour les États membres de l'UE. La Russie a intensifié ses opérations de renseignement et de sabotage dans les pays de l'Union, profitant de la fragmentation des réponses des différents pays. Dans ce contexte, la création d'une agence de renseignement européenne pourrait non seulement améliorer le flux

d'informations entre les États membres, mais aussi renforcer la résilience contre les attaques informatiques, les sabotages d'infrastructures critiques et les opérations clandestines. La proposition d'un système « anti-sabotage » mentionnée par Niinistö, visant à protéger les infrastructures essentielles, montre comment l'UE évolue vers un concept de défense plus large, qui ne concerne pas seulement la dimension militaire mais aussi la sauvegarde des ressources et des réseaux internes. La guerre en Ukraine a clairement montré la vulnérabilité des infrastructures critiques, comme les gazoducs et les réseaux de communication sous-marins, incitant l'UE à adopter une approche proactive pour éviter d'autres perturbations et interruptions à l'avenir.

Du point de vue du renseignement, le projet de Niinistö s'inspire probablement des modèles déjà utilisés par les alliés occidentaux, comme le réseau des « *Five Eyes* » entre les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui partagent largement le renseignement pour coordonner leur protection. Bien que l'UE dispose déjà de mécanismes de partage d'informations entre les États membres, l'établissement d'une agence de renseignement pleinement opérationnelle représenterait un changement de paradigme, en consolidant et en standardisant les processus de collecte, d'analyse et de diffusion des informations. Niinistö souligne également la nécessité de renforcer le contre-espionnage au sein des institutions européennes, notamment à Bruxelles, ville devenue un point central pour les opérations de renseignement de nombreuses puissances étrangères, en particulier russes, en raison de la présence des institutions communautaires et d'ambassades. La recommandation d'un service de renseignement européen vise donc non seulement à protéger les citoyens et les infrastructures de l'UE, mais aussi à garantir l'intégrité et la sécurité de ses propres institutions.

Les propos de Niinistö reflètent le besoin croissant de confiance et de coopération entre les États membres, essentiel pour faire face efficacement aux menaces modernes. Cependant, il existe un scepticisme quant à la possibilité de mettre en place une véritable agence de renseignement européenne, car certains États membres considèrent le partage de renseignement comme une question de souveraineté nationale. Von der Leyen a déjà reconnu que la collecte de renseignement est traditionnellement une prérogative des États nationaux, et de nombreux pays pourraient voir d'un mauvais œil une entité supranationale traitant de questions aussi sensibles. Cette réticence souligne une fois de plus les limites de l'UE à surmonter les barrières nationales dans des domaines clés de la sécurité et de la défense, et montre que, bien qu'il y ait une vision claire de renforcement de l'autonomie stratégique, la réaliser sera loin d'être simple. En définitive, le rapport de Niinistö pose les bases d'une discussion critique et nécessaire sur l'autonomie stratégique de l'UE, dans un contexte mondial où la coopération entre les États européens sera cruciale pour faire face aux défis de sécurité posés par les puissances rivales.

Le rapport de Sauli Niinistö et la proposition de créer une agence de renseignement unique au niveau européen offrent de nombreux sujets de réflexion. D'une part, les avantages de cette initiative sont évidents : une agence de renseignement centralisée permettrait à l'Union européenne de répondre de manière plus coordonnée et rapide aux menaces communes, telles que le terrorisme, le sabotage et les opérations d'espionnage. Une structure unifiée pourrait réduire la fragmentation des informations entre les différents services nationaux, garantissant un flux plus rapide et fiable de données stratégiques et opérationnelles. Cela permettrait aux États membres de prendre des décisions éclairées et fondées sur la base de renseignements complets et partagés. Une agence unique pourrait également renforcer la sécurité des institutions européennes, notamment à Bruxelles. En outre, une initiative de ce type représenterait un pas en avant vers l'autonomie stratégique de l'UE, réduisant en partie la dépendance aux informations provenant d'alliés extérieurs, notamment des États-Unis.

Cependant, les inconvénients sont tout aussi importants. Tout d'abord, il existe un problème de confiance : de nombreux États membres pourraient hésiter à partager intégralement leurs informations avec une entité supranationale, craignant des fuites de données ou la possibilité que des informations sensibles tombent entre de mauvaises mains. La tradition historique des services de renseignement nationaux, considérés comme un symbole de souveraineté et de sécurité, pourrait se heurter à l'idée de céder un pouvoir décisionnel et opérationnel à une agence centrale européenne. De plus, la création d'une agence de renseignement commune pourrait ne pas garantir pleinement l'indépendance de l'UE vis-à-vis de l'influence américaine. Au contraire, une structure de renseignement centralisée pourrait faciliter le conditionnement extérieur, car les États-Unis pourraient chercher à établir des relations privilégiées avec l'agence européenne pour garder le contrôle d'informations sensibles et orienter les choix politiques et de sécurité européens. La force de l'alliance transatlantique, consacrée par des décennies de collaboration et de liens économiques et militaires, rendrait difficile pour l'UE de se libérer complètement de l'influence de Washington, qui pourrait exercer des pressions ou accéder indirectement aux informations recueillies par l'agence européenne à travers des accords ou des partenariats bilatéraux.

En définitive, la création d'une agence de renseignement unique pourrait représenter un progrès important pour la sécurité européenne, mais générer également des complexités importantes qui ne doivent pas être sous-estimées. Pour atteindre une véritable indépendance stratégique, l'UE devrait non seulement développer une structure opérationnelle centralisée, mais aussi garantir une protection adéquate contre les interférences extérieures, en maintenant une gestion autonome et confidentielle de ses propres informations. Le succès de ce projet dépendra de la capacité de l'UE à construire une agence qui sache combiner efficacement collaboration et confidentialité, en respectant les souverainetés nationales et en résistant aux possibles conditionnements extérieurs, afin que l'Europe puisse véritablement consolider son rôle d'acteur indépendant et stratégiquement autonome sur la scène internationale.

Giuseppe Gagliano
Octobre 2024